

Droits des personnes handicapées: il faut changer de paradigme, affirme le PE

- Les députés demandent une meilleure utilisation des fonds de l'UE, pas d'argent européen pour les milieux séparés
- Des réformes européennes sont nécessaires pour renforcer la participation sociale et l'accessibilité des communautés
- Appel à une législation européenne sur les lieux de travail inclusifs

Les députés européens ont présenté leurs propositions pour défendre les droits des personnes en situation de handicap et lutter contre la discrimination.

Dans un rapport adopté mardi par 526 voix pour, 10 contre et 83 abstentions, les députés proposent des mesures pour renouveler le cadre social, juridique et politique des droits des personnes handicapées et contribuer à lutter contre les stéréotypes et les discriminations fondées sur le handicap.

Ils appellent à un système qui favorise la participation sociale, c'est-à-dire un système basé sur des communautés accessibles qui fournissent les services et les soins nécessaires, conformément à la [stratégie relative aux droits des personnes handicapées](#). Les députés demandent également que les avantages de la carte européenne d'invalidité soient étendus et que certaines règles deviennent obligatoires pour les États membres, comme l'inclusion dans des établissements d'enseignement général et l'accès aux soins de santé.

Réformer et étendre les règles de l'UE

L'accès au marché du travail est essentiel, estiment les députés : la Commission devrait élaborer un cadre juridique européen pour les entreprises inclusives et entamer la révision de la [directive sur l'égalité en matière d'emploi](#). [Ils demandent également à la Commission de mettre à jour la proposition de [directive européenne sur l'égalité de traitement](#), qui est bloquée par les États membres depuis 2008.

Le Parlement salue l'audit à venir de la Cour des comptes européenne sur la manière dont les fonds de l'UE contribuent à garantir l'égalité et demande instamment à la Commission de suspendre ou de récupérer les paiements en cas de violation des droits fondamentaux, en soulignant qu'aucun milieu séparé ne devrait recevoir de fonds de l'UE.

Des schémas complexes de discrimination et de violence

L'aggravation de la discrimination fondée sur le handicap en fonction d'autres caractéristiques personnelles (par exemple, le genre, la race, l'âge, la religion ou l'orientation sexuelle) est une préoccupation majeure des députés européens. La violence basée sur le genre, le refus d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, le refus de consentement éclairé pour l'utilisation de contraceptifs et la stérilisation forcée, font l'objet d'une attention particulière.

Les députés affirment également que les personnes handicapées doivent pouvoir voter et se présenter aux élections sur un pied d'égalité. Dans le cas des citoyens européens vivant dans un autre pays de l'UE, les décisions visant à les priver de la capacité juridique prise dans leur État membre d'origine ne devraient pas nécessairement les rendre inéligibles à se présenter et à voter là où ils vivent, soulignent les députés.

Citation

La rapporteure, [Anne-Sophie Pelletier \(La Gauche, FR\)](#) a déclaré : "Pendant trop longtemps, les difficultés des personnes handicapées ont été ignorées au sein de l'UE. Ce sont des citoyens dont les droits sont violés au quotidien. Il est grand temps que cela change, et je me réjouis que le débat sur ce rapport puisse marquer un progrès vers une réelle égalité pour tous."

En savoir plus

[Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures](#)

[Texte adopté \(13/12/2022\)](#)

[Enregistrement du débat en plénière \(12/12/2022\)](#)

[Communiqué de presse - Droits des personnes handicapées : les propositions des députés \(17/11/2022\)](#)

[Fiche de procédure \(en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE: Briefings et études sur la question du handicap \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Contacts

Kyriakos KLOSIDIS

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 32357 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74651 (STR)

☎ (+32) 470 96 47 35

✉ kyriakos.klosidis@europarl.europa.eu

✉ libe-press@europarl.europa.eu

🐦 [@EP_Justice](https://twitter.com/EP_Justice)
